DOSSIER DE CANDIDATURE EN 2023 POUR UNE INSCRIPTION SUR LA LISTE 2024
LISTE DES EXPERTS AGRÉÉS PAR LA COUR DE CASSATION
(Loi n° 71-498 du 29 juin 1971 relative aux experts judiciaires
Décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires)

PERSONNE MORALE

Dénomination sociale : .................................................................
Expert inscrit sur la liste de la cour d’appel de ........................................
Candidature aux fins de : (cocher la case de votre choix)

☐ INSCRIPTION
☐ EXTENSION D’INSCRIPTION
☐ RÉINSCRIPTION - Préciser la date d’inscription initiale sur la liste nationale :

/\ ATTENTION NOUVELLE NOMENCLATURE !
Arrêté du 5 décembre 2022 relatif à la nomenclature prévue à l’article 1er du décret
n° 2004-1463 du 23 décembre 2004

Les candidatures 2023 pour une inscription en 2024 devront être présentées au regard de cette
nouvelle nomenclature fixant les rubriques avec leurs spécialités.

Lorsque le reclassement n’est pas automatique, les rubriques sollicitées doivent être conformes à celles sollicitées lors du
reclassement par les cours d’appel.

(Nouvelle nomenclature sur le site de la Cour de cassation : Mes démarches/Trouver un expert/Si vous êtes un expert/Candidature)

Rubriques sollicitées selon la NOUVELLE NOMENCLATURE de la Cour de cassation fixée par l’arrêté du 5 décembre
2022 relatif à la nomenclature prévue à l’article 1er du décret du 23 décembre 2004 qui abroge l’arrêté du 10 juin
2005 : (préciser le numéro et le libellé exacts de la (ou des) rubrique(s))

.................................
.................................
.................................

Le dossier de candidature doit être accompagné des pièces suivantes, dans l’ordre établi ci-dessous (Cocher les
cases correspondant à votre envoi) :

Renseignements relatifs à la candidature :
☐ lettre de motivation du dirigeant/gérant de la personne morale
☐ fiche détaillée des activités de la personne morale précisant :
  1/ la date de début d’activité et sa nature
  2/ que cette activité n’est pas incompatible avec l’indépendance nécessaire à l’exercice de missions
judiciaires

Renseignements relatifs à l’identité :
☐ copie du K-BIS et numéro d’inscription SIRET
☐ copie des statuts
☐ annexe 1 à compléter par le dirigeant/gérant de la personne morale
☐ annexe 1 bis à compléter par chacune des personnes détenant une fraction égale ou supérieure à 10%
du capital social
☐ copie d’une pièce d’identité ou d’un titre de séjour en cours de validité du dirigeant/gérant et de
chacune des personnes détenant une fraction égale ou supérieure à 10% du capital social
☐ copie du livret de famille pour les personnes nées à l’étranger

Renseignements relatifs à l’activité d’expert :
☐ annexe 2 à compléter
☐ attestation d’inscription sur la liste des experts de la cour d’appel
☐ justificatifs attestant que la personne morale dispose des moyens techniques et des personnels qualifiés
appropriés (diplômes, agréments...)
□ annexe 3 (tableaux d’activité expertale entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2022) à imprimer et à compléter en autant d’exemplaires que de rubriques sollicitées.

Déclaration sur l’honneur
□ annexe 4 à compléter par le dirigeant/gérant de la personne morale (nom et prénom du dirigeant/gérant, nom de la personne morale, date et signature)

Renseignements relatifs à l’activité professionnelle :
□ liste des publications, enseignements, mandats... (sous format word, excel...)
□ copie d’une attestation d’inscription pour toute profession relevant d’un ordre professionnel

Renseignements permettant d’évaluer la connaissance acquise des principes directeurs du procès et des règles de procédure applicables aux mesures d’instruction confiées à un technicien :
□ liste des documents ou formations juridictionnelles, procédurales et expertales (formations suivies du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022) (sous format word, excel...)
□ justificatifs des documents ou formations juridictionnelles, procédurales et expertales

Le dossier de candidature complet et les pièces (non reliés, non thermocollés) doivent être expédiés ou déposés, en un seul exemplaire, avant le 1er mars 2023, le cachet de la Poste ou le reçu délivré par l’accueil faisant foi, à l’adresse suivante :

Cour de cassation - Parquet général
Service des Experts
5, quai de l’Horloge - TSA n° 89202
75055 PARIS CEDEX 01

Fait à .................................................., le................................................. Signature : ..............................................
ANNEXE 1
RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L’IDENTITÉ
DE LA PERSONNE MORALE
(A compléter par le dirigeant/gérant)

Dénomination sociale : ..................................................
Date de création : ..................................................
Nature de l’activité : ..................................................
Adresse du siège social (qui figurera sur l’annuaire en cas d’inscription) : ..................................................
Adresse de la succursale (s’il y a lieu) : ..................................................
Téléphone : ..................................................
Numéro de fax : ..................................................
Adresse courriel : ..................................................

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L’IDENTITÉ
DU DIRIGEANT/GÉRANT

NOM : ..................................................
( pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d’épouse. Le cas échéant nom d’usage)
Prénom : ..................................................
Date et lieu de naissance : ..................................................
(preciser n° arrondissement pour Paris et Lyon)
Nationalité : ..................................................
Adresse professionnelle : ..................................................
Téléphone professionnel : ..................................................
Numéro de fax : ..................................................
Adresse(s) courriel(s) : ..................................................
Adresse personnelle : ..................................................
Téléphone personnel : ..................................................
Profession : ..................................................
Fonctions juridictionnelles exercées (preciser lesquelles : conseil de prud’hommes, tribunal de commerce...)
<table>
<thead>
<tr>
<th>NOM :</th>
<th>..........................................................</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d’épouse. Le cas échéant nom d’usage)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prénom :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Date et lieu de naissance :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>(préciser n° arrondissement pour Paris et Lyon)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nationalité :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Adresse professionnelle :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Téléphone professionnel :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Numéro de fax :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Adresse(s) courriel(s) :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Adresse personnelle :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Téléphone personnel :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Profession (Préciser le cas échéant le nom et l’adresse de l’employeur) :</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctions juridictionnelles exercées (préciser lesquelles : conseil de prud’hommes, tribunal de commerce...)</td>
<td>..........................................................</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ANNEXE 2
RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L’ACTIVITÉ D’EXPERT

Inscrit(e) actuellement sur la liste de la cour d’appel de  ______________________________________________________________

Date de première année d’inscription : depuis le 1er janvier  ______________________________________________________________

Inscription précédente sur une autre liste de cour d’appel :  ______________________________________________________________
Si oui, préciser quelle cour d’appel et à quelle période :  ______________________________________________________________

Rubriques d’inscription sur la liste de la cour d’appel :
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________

Exercez-vous une partie de votre activité pour le compte d’une ou plusieurs société(s) d’assurance ou mutuelle(s) ?
__________________________________________________________________________

Si oui, répondez aux questions suivantes, le cas échéant sur un document que vous intercalerez :
*Dans quel domaine (appréciation de préjudices économiques, réparation de dommages corporels...) ?
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________

*Etes-vous lié avec une société d’assurance ou une mutuelle par un contrat prévoyant votre intervention régulière comme expert à ses côtés ? Apportez toute précision utile :
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________

*Quelle est la part (en pourcentage) de votre activité totale exercée pour le compte de ces sociétés sur les trois dernières années ?
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________

*Précisez le nombre de missions que vous avez effectuées au bénéfice de sociétés d’assurance ou mutuelles au cours des trois dernières années :
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________

*Précisez le(s) nom(s) des sociétés d’assurance ou mutuelles pour lesquelles vous êtes intervenu au cours des trois dernières années :
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________
__________________________________________________________________________
ANNEXE 3
TABLEAUX D’ACTIVITÉ EXPERTALE
ENTRE LE 1er JANVIER 2020 ET LE 31 DÉCEMBRE 2022

\[\text{\textbf{ATTENTION NOUVELLE NOMENCLATURE !}}\]
Arrêté du 5 décembre 2022 relatif à la nomenclature prévue à l'article 1er du décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004

Les candidatures 2023 pour une inscription en 2024 devront être présentées au regard de cette nouvelle nomenclature fixant les rubriques avec leurs spécialités.
Lorsque le reclassement n’est pas automatique, les rubriques sollicitées doivent être conformes à celles sollicitées lors du reclassement par les cours d’appel.

(Nouvelle nomenclature sur le site de la Cour de cassation : Mes démarches/Trouver un expert/Si vous êtes un expert/Candidature)

A remplir par le candidat en utilisant impérativement les cadres types ci-dessous.

Remplir un tableau par spécialité d’inscription.
Sur ces états, doivent figurer par ordre chronologique :
- les expertises ordonnées par les juridictions de l’ordre judiciaires françaises (pas par les juridictions administratives, ni les juridictions étrangères) entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2022
- les expertises dont les rapports ont été déposés entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2022 (bien que ordonnées antérieurement)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Dénomination sociale</th>
<th>Codage</th>
<th>Libellé</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Branche</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rubrique</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Spécialité</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. États récapitulatifs
(CADRE A REMPLIR IMPÉRATIVEMENT)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2020</th>
<th>2021</th>
<th>2022</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nombre d’expertises</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>ordonnées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de rapports</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>déposés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<p>| | |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nombre d’expertises</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>en cours</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>au 31 décembre 2022</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
2. Etat détaillé des rapports déposés entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2022

<table>
<thead>
<tr>
<th>Juridiction (type et localisation)</th>
<th>N° de répertoire civil ou n° de parquet</th>
<th>Date de la décision (commettant l'expert)</th>
<th>Délai imparti pour le dépôt du rapport</th>
<th>Si prorogation(s) délai(s) imparti(s) et date(s)</th>
<th>Date de dépôt du rapport définitif</th>
<th>Observations</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.
### 3. Etat détaillé des missions en cours
au 31 décembre 2022

<table>
<thead>
<tr>
<th>Juridiction (type et localisation)</th>
<th>N° de répertoire civil ou n° de parquet</th>
<th>Date de la décision (commettant l'expert)</th>
<th>Délai imparti pour le dépôt du rapport</th>
<th>Si prorogation(s) délai(s) imparti(s) et date(s)</th>
<th>Date de dépôt du rapport définitif</th>
<th>Observations *</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.*
Je soussigné(e). (Prénom), (Nom) .................................................................,
représentant(e) légal(e) de la personne morale (Dénomination) ......................
................................................
- affirme n’avoir été ni l’auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l’honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs, ni l’auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d’agrément ou d’autorisation.
- affirme ne pas avoir été frappé(e) de faillite personnelle ou d’une autre sanction, en application du titre V du livre VI du code de commerce.
- affirme n’exercer aucune activité incompatible avec l’indépendance nécessaire à l’exercice des missions judiciaires d’expertise.
- m’engage à répondre à toutes sollicitations des juridictions et à accomplir ma mission d’expert avec diligence.
- certifie sur l’honneur l’exactitude des indications fournies ci-dessus et je m’engage à porter à la connaissance du procureur général toute modification susceptible d’intervenir dans ma situation.

Fait à ........................................, le ................................................

Signature du candidat
............................................